

« Arrêtons de pleurer la bouche pleine »

C'est la France d'en bas qui innove et entreprend, soutient Michel Godet. Pour l'économiste, la crise est une aubaine : elle nous contraint à modifier nos habitudes, à cesser de vivre au-dessus de nos moyens.

Entretien

Michel Godet, 64 ans, économiste, est professeur au Conservatoire national des arts et métiers, fondateur du Cercle des entrepreneurs du futur, membre du Comité directeur de l'Institut Montaigne et de l'Académie des technologies.

Votre « France des bonnes nouvelles » est-elle un pied de nez au pessimisme français ?

On a oublié le chemin parcouru. « Votre problème, c'est que vous ne manquez de rien », disait mon grand-père, qui avait vécu la guerre de 1914. Arrêtons de pleurer la bouche pleine. C'est d'ailleurs ce que disent les Brésiliens, les Chinois ou les Africains : « Si seulement on avait votre niveau de vie, on serait heureux... » Nous, on ne pense plus qu'à défendre nos acquis.

Nos acquis résisteront-ils à la crise ?

Demain, notre bouche sera moins pleine, donc nous pleurerons moins. Et c'est tant mieux. Nous ne sommes pas en crise, nous sommes en mutation. Une crise, c'est un mauvais moment à traverser, puis ça repart. Une mutation, c'est comme si l'on passait de chenille à papillon ; un autre monde. Ceux qui refusent de changer, dans un monde qui change, disparaissent.

Il faut se résoudre à partager ?

On n'est plus tout seul autour du banquet de la croissance. Nous sommes en crise en Europe, mais les pays émergents, comme la Chine, connaissent une croissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il faut s'en réjouir. La mauvaise nouvelle, c'est qu'on n'est pas tout seul et que les ressources énergétiques étant limitées, elles vont être plus chères.

Les problèmes d'environnement seraient un mal pour un bien ?

Nous paierons de plus en plus cher pour maintenir nos modes de



« Le mal est en nous, la solution aussi. »

consommation. Cela va nous obliger à innover, à se montrer plus responsables vis-à-vis des générations futures. De ce point de vue, la dette n'est pas supportable.

Nous avons vécu au-dessus de nos moyens ?

Nous avons vécu sous morphine de l'emprunt. Ce n'est plus tenable. On a donné aux Français l'illusion que tout le monde allait avoir un emploi de fonctionnaire. On a créé une société de dépendance, un état providence.

Vous rêvez d'une France sans fonctionnaires ?

Il y a une telle inefficacité, un tel absentéisme, dû au manque de

management... Je plaide pour un modèle à la Suédoise : que tout le monde ait le même statut, un contrat à durée indéterminée, au nom de l'égalité de traitement. Dans ce cas, il n'y a plus de fonctionnaires, plus de régimes spéciaux.

L'immigration n'est-elle pas une aubaine ?

L'Europe est en plein suicide démographique. Nous avons besoin de bras et de cerveaux. À condition de bien intégrer ces personnes, de ne pas tomber dans une « seine-saint-denisation ». Quand il y a trop de sable, le ciment ne prend pas. En Bretagne, en revanche, on manque d'immigrés... Mais c'est un sujet politiquement sensible.

Comment faire évoluer les retraites ?

Comptons le nombre d'heures de travail réalisées au cours de la vie pour obtenir le nombre de points nécessaires : 70 000 heures, par exemple. Libre à chacun de s'arrêter plus tôt, de travailler comme un diable jusqu'à 35 ans...

Faudra-t-il travailler plus ?

Pour ne pas gagner moins, oui. Les Français pensent encore qu'ils peuvent travailler moins que les autres car ils sont plus productifs. Nous détenons pourtant plusieurs records : la plus forte dépense publique, le plus faible nombre d'heures de travail par habitant et le plus fort taux de chômage des jeunes. Nous avons trois fois moins d'apprentis que l'Allemagne, alors que des centaines de milliers d'offres d'emploi demeurent insatisfaites.

Trop d'État étouffe l'initiative ?

La France d'en haut va mal ; elle ne cesse d'imaginer des choses qui ne marchent pas, comme les 35 heures ou les emplois d'avenir, qui vont coûter 15 000 € par tête. Celle d'en bas se porte bien, elle innove. Le mal est en nous, la solution aussi : notre bon développement tient à la qualité de vie dans les territoires, à l'harmonie sociale. Aux hommes aussi... Ça me rend optimiste. Il faut organiser la contagion des initiatives, fédérer les bonnes pratiques au niveau national et faire se rencontrer les gens qui bougent. Finalement, on pleure parce qu'on commençait à s'ennuyer.

La crise serait une chance ?

Elle va recréer des liens entre les hommes, de la solidarité. Pour survivre, nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir.

Recueilli par
Cécile RÉTO.



Michel Godet, Alain Lebaube et Philippe Ratte. Editions Odile Jacob, 313 pages, 22 €.

La semaine de Chauvu



Fin des devoirs à l'école.



Sarkozy, le retour ?



Ombres chinoises.